



Déclaration du Sgen-CFDT au CDEN du 19 novembre 2020

« Ne pas prévoir, c'est déjà gémir. »

Cette citation de Léonard de Vinci trouve toute son application dans l'Éducation Nationale aujourd'hui. Nos dirigeants gémissent et nous grinçons des dents, meurtris et dépités tant nos avertissements n'ont pas été pris en compte.

Notre collègue Samuel Paty est mort pour un dessin. Il est mort de son métier. Il a été assassiné parce que certains pensent qu'ils peuvent interférer sur les programmes d'enseignement au prétexte qu'ils ont de l'audience virtuelle. Les réseaux sociaux sont une terre chaotique où rien ne peut être sous contrôle et où le « prof-bashing » prospère.

Pour le Sgen-CFDT, il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de réaffirmer la liberté pédagogique des enseignants. Il faut un soutien indéfectible et une protection claire de toute leur hiérarchie lorsque les personnels sont confrontés à des incidents de toute nature visant à déstabiliser ou dénigrer la fonction et le travail d'un professeur. Et cela, pas dans la presse mais dans les faits !

Mais qu'attendre d'un Ministre qui confond communication médiatique et gouvernance ? Nous réclamons que la présentation des directives se fasse d'abord aux agents puis plus tard au grand public. L'école de la République n'en peut plus de subir le diktat du tweet et du buzz médiatique.

Le Sgen-CFDT souscrit à l'idée que l'École a un rôle stabilisant dans ces temps troublés et souligne la nécessité de la continuité de l'accueil mais comment ne pas comprendre les collègues inquiets lors de la reprise de novembre ?

Certains nous ont fait part de leur crainte d'une éventuelle allocution télévisée de notre ministre qui nous avertirait au dernier moment d'un changement d'organisation... Il faut bien avoir conscience qu'à chaque nouvelle annonce, les collègues se mettent aussitôt à pied d'œuvre pour réorganiser à la fois, l'information aux parents (qui peut subir quelques heures plus tard des modifications), un nouveau protocole sanitaire à l'application plus contraignante, la prise en charge des élèves et souvent aussi répondre aux questions d'autres enseignants. Une tape symbolique sur l'épaule et un nouveau masque en tissu ne nous transforment pas en super-héros même si les discours galvanisants essaient de faire croire le contraire. Ce travail colossal demande de l'énergie et du temps à tous dans une école mais les plus sollicités sont encore une fois nos directeurs !

Il nous semblait pourtant avoir entendu parler pour eux d'« un allègement des tâches »... Serait-ce donc un mythe ? Un serpent de mer ? Mais c'est vrai, Jean-Michel Blanquer le répète sur tous les plateaux et à tous les micros : « nous avons appris et nous sommes prêts ! ».

Prêts à annoncer des masques transparents en maternelle quitte à ce qu'ils n'y arrivent jamais, prêts à maintenir des formations en présentiel alors que le distanciel doit être la règle ou encore prêts aux injonctions contradictoires ! Ca oui ! Mais non, l'Éducation Nationale n'était pas prête !

Si l'École tient c'est parce que les collègues ont développé une certaine débrouillardise et une entraide sous-terraines qui n'a rien à voir avec l'Institution mais dont celle-ci profite allègrement et dont le ministre s'attribue le mérite.

Au niveau départemental, lors de ce CDEN, vous allez nous présenter des nombres, des taux pour nous dire que, dans la Manche, nous sommes bien dotés... N'oublions pas que derrière ce cumul de chiffres se cachent des élèves et des personnels. Ainsi, comment ne pas relever la disparition du dispositif PMQC, jamais évalué mais dont le plus grand tort est sans doute de dater d'un autre ministre de l'Éducation, l'appauvrissement du RASED ou encore l'insuffisance du nombre d'AESH au regard des notifications de la MDPH. Plusieurs écoles nous ont fait part de situations alarmantes à la fois pour les enseignants, les AESH

mais aussi pour tous leurs élèves. En effet, la scolarité est souvent perturbée pour les enfants qui ne bénéficient pas de l'aide notifiée mais aussi parfois pour leurs camarades de classe !

Ajoutons le manque de remplaçants, conséquence des choix du CDEN d'avril 2020, et qui impacte le quotidien de nos collègues. Cet impact est d'autant plus violent lorsqu'il n'y a plus de brigade disponible : les équipes répartissent alors les élèves dans les classes et organisent un brassage en contradiction avec les contraintes sanitaires actuelles. Mais ce n'est pas tout ! Comment ne pas être dubitatifs sur le maintien des créneaux piscine où il faut respecter le protocole sanitaire avec 4 classes qui partagent souvent le car, les vestiaires, les douches et le bassin ? Tout y est : risque de mélange des vêtements voire des masques, proximité physique dans un espace confiné et clos, activité sportive pratiquée évidemment sans masque... Mais cela peut se faire alors même que d'autres activités qui sembleraient moins à risque, telles « école et cinéma », ne le sont pas... Où est la cohérence ?

De même, dans les collèges, certains moments de la journée nous paraissent critiques du point de vue sanitaire : réfectoire, intercours dans les couloirs et moment de pause, surtout par temps de pluie. Il n'y a pas eu de temps et encore moins de moyens humains pour accompagner tous les changements créés par le nouveau protocole. Là encore, c'est le royaume de la débrouille et les décisions de fermetures de postes de ces dernières années se ressentent. A force d'apprendre les nouvelles décisions par BFM, LCI ou twitter, certains étaient persuadés du passage au « 1 semaine sur 2 ». Nous ne pensons pas que les collègues souhaitent le ½ temps présentiel- ½ temps distanciel tant cela est difficile à gérer à cet âge pour les élèves. Cependant, sans temps pour d'organiser et sans personnel dédié, on ne peut pas accepter le statu-quo et les laisser prendre des risques pour leur santé et pour celle des enfants qui leur sont confiés !

Santé des collègues toujours,... Comment qualifier la façon dont sont considérés aujourd'hui les personnels vulnérables ? Le décret du 29 août avait redéfini une liste de pathologies, l'objectif à peine voilé étant de pousser une majorité de collègues à retourner dans leurs écoles en réduisant au maximum cette liste. Aucune information directe ne leur est parvenue ni en août, ni en octobre quand ce décret a été suspendu par le Conseil d'Etat. Pourtant une liste de ces personnels est connue depuis le mois de mai. Nous demandons à ce que les concernés reçoivent une information claire et que leur santé ne soit pas mise en danger.

Nous avons conscience que tous ces manques sont, pour l'essentiel, dûs au flou des consignes ministérielles et il n'est, pour nous, pas question de condamner le travail des services de la DSDEN mais il est plus que nécessaire de faire savoir au Ministère toutes les conséquences du manque d'anticipation et de préparation qui sont de leur fait. Pas plus tard que ce matin, un protocole pour la maternelle est arrivé dans les écoles interdisant notamment l'utilisation au sein d'une classe de matériel collectif deux jours consécutifs ou pour le sport, de montages communs à plusieurs classes. De nombreuses organisations vont donc devoir être revues... Les équipes de maternelle auront donc leurs prochains jours bien occupés. Nous sommes trois semaines après le début du « confinement » et cela concerne des élèves décrits « comme peu transmetteurs du virus ». Comment expliquer que ces élèves soient peu transmetteurs et en même temps demander des aménagements qui attestent du contraire ? Il n'y a aucune logique et l'incompréhension ne fait que grandir. Dans de telles conditions, nous ne pouvons que nous inquiéter de l'état psychologique dans lequel, les personnels de l'Education Nationale, se rendent au travail.